MADELEINE PARENT: UNE MILITANTE CHEVRONNÉE

Jacqueline Hogue

As an adolescent during the economic crisis of the 1930s, Madeleine Parent witnessed the crushing exploitation of the working class in Quebec. She subsequently devoted her life to struggling against social injustice – particularly on behalf of women – as a militant trade unionist. Jacqueline Hogue recently interviewed her.

Qui n'a pas entendu cette remarque qui se croit pertinente que les syndicats sont trop puissants, qu'ils font la pluie et le beau temps, ralentissent l'économie, et que leurs membres sont grassement payés pour un travail souvent bâclé? Heureusement que l'État voit au grain et met les ouvriers au pas par de justes décrets, disent les bien-pensants.

Or, la structure actuelle du monde du travail repose sur cet axe patron-employé et se maintient dans un équilibre plutôt stable, grâce aussi à la force du principe syndical. Celui-ci aboli, ou mis en tutelle, c'est l'arbitraire et le pouvoir aveugle qui s'installent. Comme dans les années 1930.

Mais, que connaissons-nous de l'époque, pas si lointaine, pendant laquelle la classe ouvrière était à la merci de l'employeur, lui-même trop souvent le valet consentant de l'Église et de l'État? Que savons-nous des conditions de vie de cette couche sociale qui crevait de misère et de maladies de toutes sortes? Nous avons trop tendance à oublier les causes de radicalisation et à ne juger que l'immédiat. Que les syndiqués axent la négociation de leur contrat de travail sur une plus juste répartition des richesses et d'un mieux-être, qu'ils "dépassent la mesure" même, n'a rien d'étonnant après les luttes féroces, et souvent désespérées, qu'is ont dû livrer dans un passé encore tout proche. Et qui peut prétendre que ces luttes sont désormais inutiles?

C'est la mise en garde que la syndicaliste, Madeleine Parent faisait il y a quelque deux ans, aux trois cents déléguées et délégués du S.P.I.I.Q. (Syndicat professionel des infirmières et des infirmiers du Québec), après avoir retracé l'histoire si mal connue de la naissance du syndicalisme du Québec.

Née à Montréal en 1918, Madeleine Parent avait complété ses études secondaires chez les Dames de la Congrégation Notre-Dame avant d'obtenir un B.A. (sociologie) de l'Université McGill. Militante dans le mouvement étudiant, elle se préparait déjà à l'action syndicale. À l'époque, rares étaient les jeunes filles de familles aisées et canadiennes-françaises à étudier les problèmes sociaux dans une université protestante et anglophone. Encore plus à se consacrer au syndicalisme.

Fin juillet dernier, Madeleine Parent avait l'obligeance de se prêter à mes questions. Elle m'a dit avoir été influencée par la pensée libérale de sa famille et le comportement de son grand-père en particulier. "Un sens de la justice m'habitait. Bien que pratiquante, ma famille critiquait la droite catholique. Quant à mon grand-père, il manifestait une grande curiosité et un respect pour les gens. Je le suivais dans ses rencontres avec les habitants de la banlieue de Châteauguay ou de Woodland, près de Valleyfield. Très jeune, j'observais, j'apprenais l'injustice sociale. J'avais une idée plus ou moins claire mais positive sur ce point. Et les cours que j'avais suivis au Royal Victoria College et qui relevaient de l'Université McGill, m'avaient préparée à me joindre au monde ouvrier."

"En 1942, je devenais secrétaire technique – et bénévole du mouvement syndical lié aux unions internationales. Les représentants syndicaux, tous des hommes, étaient salariés. Moi, pas. Ce monde était devenu mon monde. J'étais intégrée au monde du textile. J'étais avec ces personnes. Ce que les autres pouvaient penser était extérieur à moi. Quant à ma famille, elle me laissait libre de mon choix et je la voyais moins souvent, faute de temps. Ma vie sociale était limitée puisque je vivais avec les gens du syndicat et ceux du textile. Il était question de sensibiliser les ouvriers et les ouvrières, de les rendre conscients de leurs droits. Pendant mes études au pensionnat, j'avais vu des jeunes filles pauvres exploitées qui se levaient vers 5 heures du matin et qui lavaient des planchers, travaillaient comme domestiques pour presque rien. Et à qui il nous était interdit de parler. Ce n'était pas des personnes" dit Madeleine Parent.

Adolescente pendant la grande crise économique des années 1930, elle en avait observé les effets tragiques: exploitation scandaleuse de la classe prolétaire, injustice sociale érigée en système. Jeune adulte, elle consacrera sa vie à combattre la peur, l'ignorance, à dénoncer les abus d'autorité, à inviter à la résistance et à l'affrontement au risque de perdre sa propre liberté. Elle connaîtra la prison, un procès interminable, sera ridiculisée et son nom deviendra synonyme d'anarchiste. Pourtant, Madeleine Parent ne faisait que dire ce qui crevait les yeux, surtout en ce qui concernait le traitement infligé aux femmes et aux jeunes filles.

À cause du contrôle exercé par l'Eglise sur les maisons d'enseignement, les hôpitaux, les hospices, les femmes laïques étaient réduites au travail domestique ou celui en usine, et dans des conditions qui n'étaient autres qu'un pur esclavage. Dérisoirement payées – quand elles l'étaient – congédiées pour des vétilles ou les caprices du patron laïque ou religieux, sans sécurité de travail, sans congés ou presque, des milliers de femmes travaillaient pendant des heures infinies ou sans autre droit que celui de se taire. Et de se conter chanceuses d'avoir un emploi. Nombreuses parmi elles étaient mères de famille, désespérées de ne pouvoir décemment nourrir leurs enfants, les vêtir, leur assurer les soins élémentaires à la santé. La mortalité infantile était, d'ailleurs, l'une des caractéristiques de la classe ouvrière de cette époque.

Devant l'inertie et la belle indifférence des gouvernements, les ouvriers et ouvrières essayèrent encore une fois de se regrouper, formant syndicats et associations fréquemment brisés par les autorités. Il faudra attendre 1937 et la grève, à Montréal, de quatre mille travailleuses dans le vêtement pour que le pouvoir patronal commence à être ébranlé. Mais, cette timide victoire ne fut

que momentanée. Quant aux ouvrières, elles se retrouvèrent muselées: "celles qui avaient parlé le plus fort pour se défendre ou pour défendre leurs compagnes, trop souvent ont été punies," affirme Madeleine Parent. Perte d'emploi, silence forcé, tractations de toutes sortes, retards injustifiés du retour au travail, voilà quelques sanctions parmi d'autres qui frappaient ces femmes. En même temps, les chefs syndicaux les abandonnaient à leur sort, leur reprochant de voler les emplois des hommes.

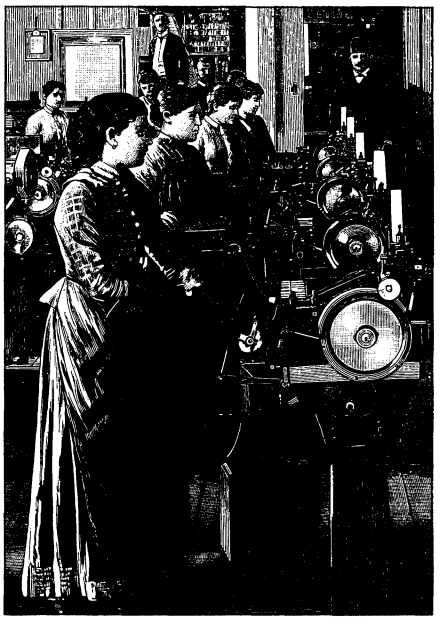
À cette grève du vêtement, d'autres suivront jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Curieusement, tous les paliers de gouvernement feront appel au sentiment national des femmes, à leur courage, à leur sens du devoir. On les enrôlera dans des usines de guerre. Hier, le gouvernement et les patrons justifiaient leur incurie en disant ne pas disposer des ressources nécessaires à l'amélioration des conditions de travail, à des salaires décents. Aujourd'hui – nous sommes en 1939 – en plein effort de guerre, les coffres de l'État regorgent de sommes faramineuses pour construire dépôts de munitions, avionneries, armes et équipements de soldats. Mais les salaires de la main-d'oeuvre seront à peine augmentés et les heures de travail toujours trop longues, épuisantes.

Or, pour la premiére fois, dit Madeleine Parent, ouvriers ou ouvrières prenaient conscience d'un formidable rapport de force. L'adhésion aux syndicats locaux venait de doubler malgré l'état de guerre qui interdisait les grèves. Beaucoup de Québécois se tournèrent vers les associations internationales, défiant ainsi Duplessis et les évêques. Il leur fallait à tout prix augmenter et consolider leur force de résistance face aux largesses de l'État consenties à l'industrie privée.

> *La restructuration de l'industrie s'est faite pour le plus grand profit des patrons. Eux avaient des subsides, de l'argent du gouvernement pour moderniser, rééquiper, acheter toute la machinerie qu'il leur fallait, pour bâtir de nouvelles usines. Et en plus de cela, ils avaient ce qui était appelé le cost price, c'est-à-dire qu'ils avaient une garantie d'un profit de 5%, en plus du renouvellement de tous les frais, y compris la main-d'oeuvre, les matériaux.*
> (Madeleine Parent)

En un mot, seuls les patrons profitaient de l'effort de guerre pendant que les ouvriers s'appauvrissaient.

Courageuse militante, infatiguable,



Credit: The Police Gazette

Madeleine Parent se vit alors offrir le poste de secrétaire technique dans la vaste organisation syndicale. Elle faisait plus: elles distribuait des circulaires aux portes des usines et dès six heures du matin, discutait avec les travailleuses et les travailleurs de leurs droits et pouvoirs. Puis, rejoignait à leur domicile celles et ceux qui formaient les équipes de nuit. L'Imperial Tobacco, la McDonald Tobacco, les moulins de coton, l'usine de munitions de Valleyfield, entre autres, recevaient la visite des militants qui prenaient lentement conscience de leur force collective. Mais les femmes devaient sans cesse se battre contre le sexisme des ouvriers eux-mêmes qui voulaient les retourner à leurs casseroles! Sitôt la guerre terminée, on ferma les garderies, on cessa les avortements qu'on avait tolérés durant ces années-là et les femmes furent réduites au chômage. Et sans compensations, il va sans dire. Ces femmes furent les premières à écoper des mesures de répression du gouvernement Duplessis qui s'acharnait à vouloir briser le mouvement syndical. Mal lui en prit malgré sa police provinciale dépêchée sur le lieu des grèves et qui, avec les fiers-à-bras de la rue Saint-Laurent, matraquaient les ouvriers, leur lançaient des bombes lacrymogènes, les mettaient sous arrestation.

La conférencière raconte ici comment les ouvriers de Valleyfield, dont 40% étaient des femmes, avaient un jour affronté la police de Duplessis par "une pluie de roches."

Nous connaissons les grèves mémorables que ces hommes et ces femmes ont dû livrer à corps défendant. Certaines furent perdues, d'autres gagnées. Les grèves de l'Alliance des enseignants de Montréal, Murdochville, Asbestos, Louiseville furent autant de jalons de la lutte syndicale. Et le résultat ne se fit pas attendre; la peur et l'intimidation devenaient bientôt chose du passé. L'État et les patrons devaient, désormais, compter avec une force nouvelle, le syndicat des travailleuses et des travailleurs.

D' "indigne" qu'elle était pour les réactionnaires de tout acabit, persona non grata, taxée d'anarchiste, de suffragette et que sais-je encore, Madeleine Parent commande depuis longtemps le respect de toute la Nation pour l'apport unique qu'elle a fourni à la cause ouvrière et à celle des femmes.

À la retraite depuis 1983, elle n'en est pas moins active. Elle est représentante au Québec du Comité canadien d'action sur le statut de la femme. C'est un organisme non gouvernemental qui regroupe 500 organisations et qui s'est donné pour but de conscientiser les femmes à la politique fédérale.

Jacqueline Hogue est professeure de littérature française à l'Université McGill d'où elle a obtenu sa maîtrise. Elle a laissé des études doctorales entreprises à l'Université de Montréal pour publier Aubes (Editions Quinze, 1982), un texte à caractère autobiographique. Critique littéraire, on remarque sous sa signature dans ce numéro même une chronique et deux revues de livres.

Celebrate

It's our birthday.

Don't miss our
15th anniversary issue.
January, 1987